



Produit intérieur brut de la France

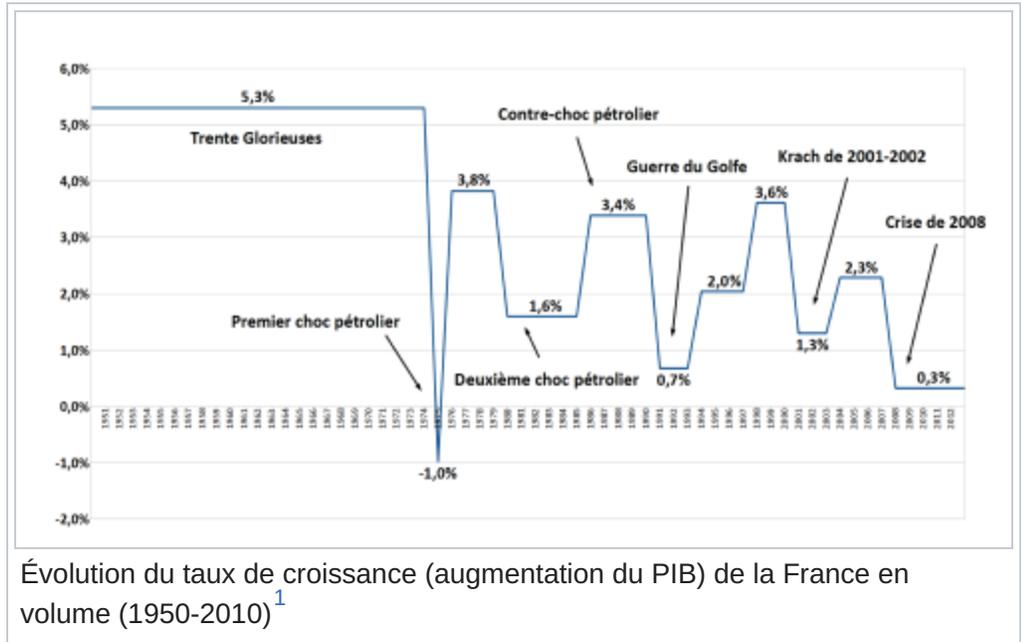
[Ajouter des langues](#)

[Article](#) [Discussion](#)

[Lire](#) [Modifier](#) [Modifier le code](#) [Voir l'historique](#) [Outils](#)

Le **produit intérieur brut (PIB)** de la **France** est calculé et publié tous les trois mois par l'**Insee** qui le définit comme un « agrégat représentant le résultat final de l'activité de production des unités productrices résidentes »². La valeur du PIB initialement calculée fait généralement l'objet de corrections au cours des mois et des années suivantes.

Son montant est de 2 917,4 milliards € sur l'année complète 2024³.



Analyse du PIB [\[modifier | modifier le code \]](#)

Composantes marchandes et non marchandes [\[modifier | modifier le code \]](#)

Le **produit intérieur brut** recense à la fois la production marchande et la production non marchande, composée exclusivement de services. En France, le PIB non marchand est presque exclusivement le fait des **administrations publiques** (sécurité, justice, santé, enseignement).

La part de la valeur ajoutée non marchande en France s'établit à 22,8 % en 2013 plaçant le pays en deuxième position derrière le Danemark et plus de 5 points plus haut que les autres grands pays européens Italie, Espagne, Allemagne avec respectivement 17,7 %, 17,6 % et 17,5 %⁴.

« Sur une longue période, il apparaît que la ventilation entre les deux a été relativement stable, avec une légère augmentation de la part de la valeur ajoutée marchande. »⁴ Ce qui contredit fortement la prise de position de certains éditorialistes⁵.

Composition [\[modifier | modifier le code \]](#)

Le PIB nominal et ses composantes en 2023 (en milliards d'euros)

Catégorie	Valeur nominale
Dépenses de consommation finale	2225,4
dont ménages	1481,6
dont administrations publiques	678,6
Investissement (formation brute de capital)	651,8
dont entreprises non financières	353,2
dont ménages	147,5
dont administrations publiques	120,8
Variations de stocks	1,7
Solde des échanges extérieurs	- 56,5
dont exportations	967,5
dont importations	1024,0
Produit intérieur brut	2822,5

Produit intérieur brut en euros courants [\[modifier \]](#) [\[modifier le code \]](#)

Le PIB en euros courants n'est pas corrigé de l'[inflation](#). Celle-ci est assimilée en France à l'[Indice des prix à la consommation](#). Elle explique pour une large part certaines des très rapides augmentations du PIB qui apparaissent dans ce tableau, tout particulièrement au cours des années 1970 et au début des années 1980.

Le PIB est exprimé en milliards d'euros. (Ces chiffres ne sont pas ceux présentés dans la source mentionnée)

Année	PIB (en milliards d'euros)
1949	13,2
1950	15,5
1951	19,6
1952	22,8
1953	23,7
1954	25,1
1955	27,0
1956	29,8
1957	33,6
1958	38,8
1959	42,4
1960	47,0
1961	50,9
1962	57,1
1963	64,0
1964	71,0
1965	76,6
1966	83,0
1967	89,8
1968	98,0

Année	PIB (en milliards d'euros)
1969	112,7
1970	126,1
1971	140,7
1972	157,1
1973	180,1
1974	210,1
1975	236,6
1976	273,4
1977	307,7
1978	349,6
1979	399,4
1980	453,2
1981	511,7
1982	588,0
1983	652,8
1984	709,6
1985	760,5
1986	817,9
1987	859,8
1988	929,4

Année	PIB (en milliards d'euros)
1989	1 001,9
1990	1 058,6
1991	1 097,1
1992	1 136,8
1993	1 148,4
1994	1 186,3
1995	1 225,0
1996	1 259,0
1997	1 299,7
1998	1 358,8
1999	1 408,2
2000	1 485,3
2001	1 544,6
2002	1 594,3
2003	1 637,4
2004	1 710,8
2005	1 772,0
2006	1 853,3
2007	1 945,7
2008	1 995,8

Année	PIB (en milliards d'euros)
2009	1 939,0
2010	1 998,5
2011	2 059,3
2012	2 091,1
2013	2 115,7
2014	2 156,2
2015	2 183,2
2016	2 224,2
2017	2 272,4
2018	2 304,8
2019	2 354,9
2020	2 302,9
2021	2 500,9
2022	2 639,1
2023	2 822,5
2024	2 917,4

Source principale : Insee⁶ [source insuffisante].

Produit intérieur brut en dollars [\[modifier \]](#) [\[modifier le code \]](#)

En prix et taux de change courants

En prix et **parité de pouvoir d'achat (PPA)** courants

En prix et taux de change constant, base 2000

Année	PIB (milliards de dollars)
1998	1 452,0
1999	1 443,7

Année	PIB (milliards de dollars)
1998	1 406,7
1999	1 460,4

Année	PIB (milliards de dollars)
1995	1 146,4
2000	1 308,4

2000	1 308,4
2001	1 320,4
2002	1 436,9
2003	1 757,5

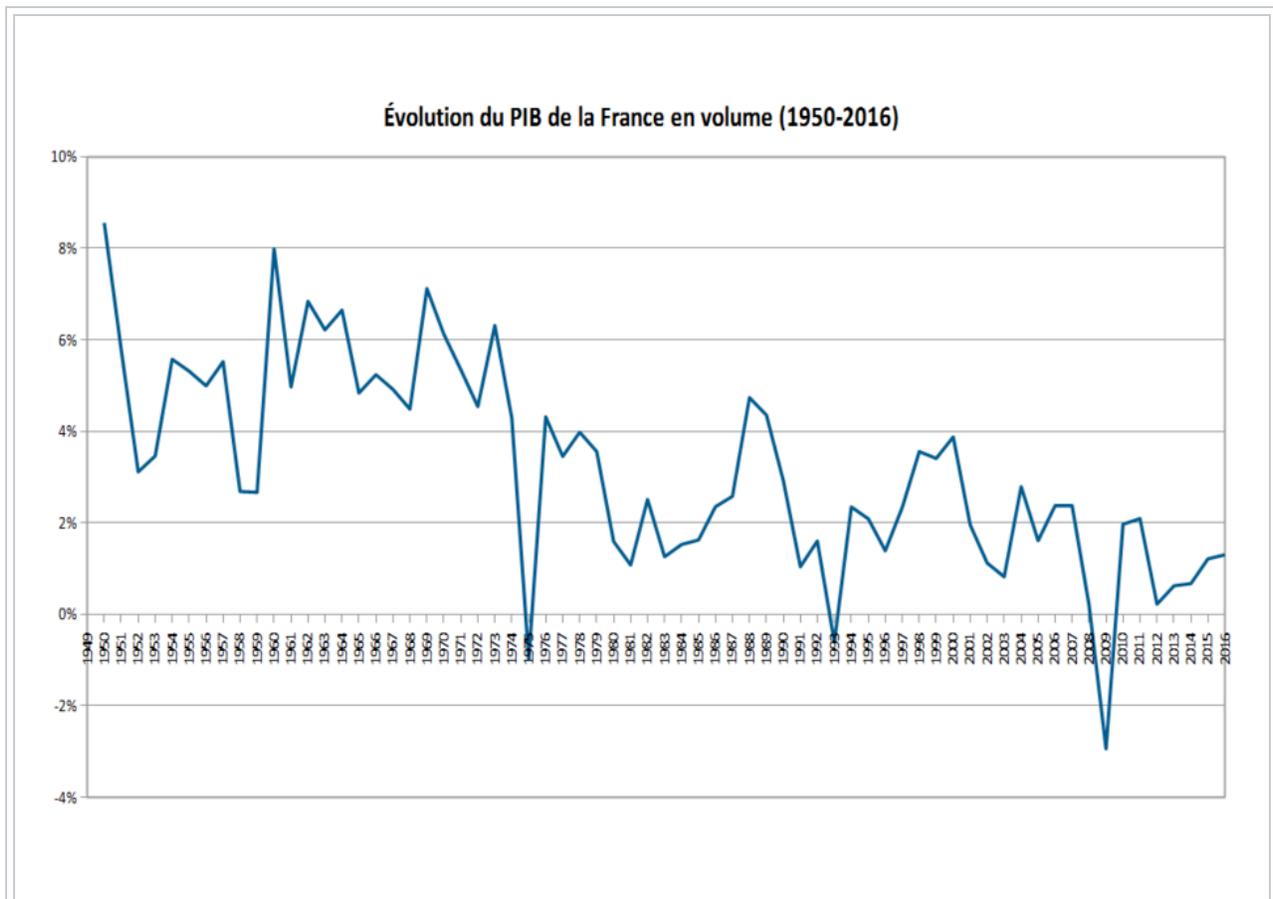
2000	1 532,5
2001	1 619,3
2002	1 678,9
2003	1 714,9
2004	1 769,1 (Banque mondiale) ⁷
2005	1 849,6 (Banque mondiale) ⁸
2006	2 039,1 (Banque mondiale) ⁹

2001	1 335,8
2002	1 351,6
2003	1 358,0

Statistiques de l'OCDE, sauf exception (Banque mondiale).

Taux de croissance annuel du PIB en volume (%) [\[modifier \]](#) [\[modifier le code \]](#)

L'évolution en pourcentage du PIB en volume d'une année à l'autre, qui mesure l'évolution de l'activité économique hors inflation, a suivi une tendance générale à la baisse depuis 1950.



Évolution du PIB de la France en volume (1950-2016)¹

Année	PIB (%)
1950	8,6
1951	5,7
1952	3,1
1953	3,4
1954	5,7
1955	5,4
1956	5,0
1957	5,6
1958	2,8
1959	2,8
1960	8,0
1961	4,9
1962	6,9
1963	6,1
1964	6,6
1965	4,8
1966	5,2
1967	4,8
1968	4,5
1969	7,1

Année	PIB (%)
1970	6,2
1971	5,3
1972	4,5
1973	6,2
1974	4,4
1975	-0,9
1976	4,3
1977	3,6
1978	3,9
1979	3,7
1980	1,7
1981	1,2
1982	2,4
1983	1,3
1984	1,6
1985	1,6
1986	2,4
1987	2,6
1988	4,8
1989	4,4

Année	PIB (%)
1990	2,8
1991	1,2
1992	1,5
1993	-0,4
1994	2,4
1995	2,3
1996	1,4
1997	2,5
1998	3,5
1999	3,4
2000	4,1
2001	1,9
2002	1,1
2003	1,0
2004	2,9
2005	1,9
2006	2,7
2007	2,5
2008	0,4
2009	-2,8

Année	PIB (%)
2010	2,0
2011	2,4
2012	0,2
2013	0,8
2014	1,0
2015	1,1
2016	0,9
2017	2,1
2018	1,6
2019	2,0
2020	-7,4
2021	6,9
2022 (r)	2,7
2023 (r)	1,4
2024	1,2

(r): données révisées

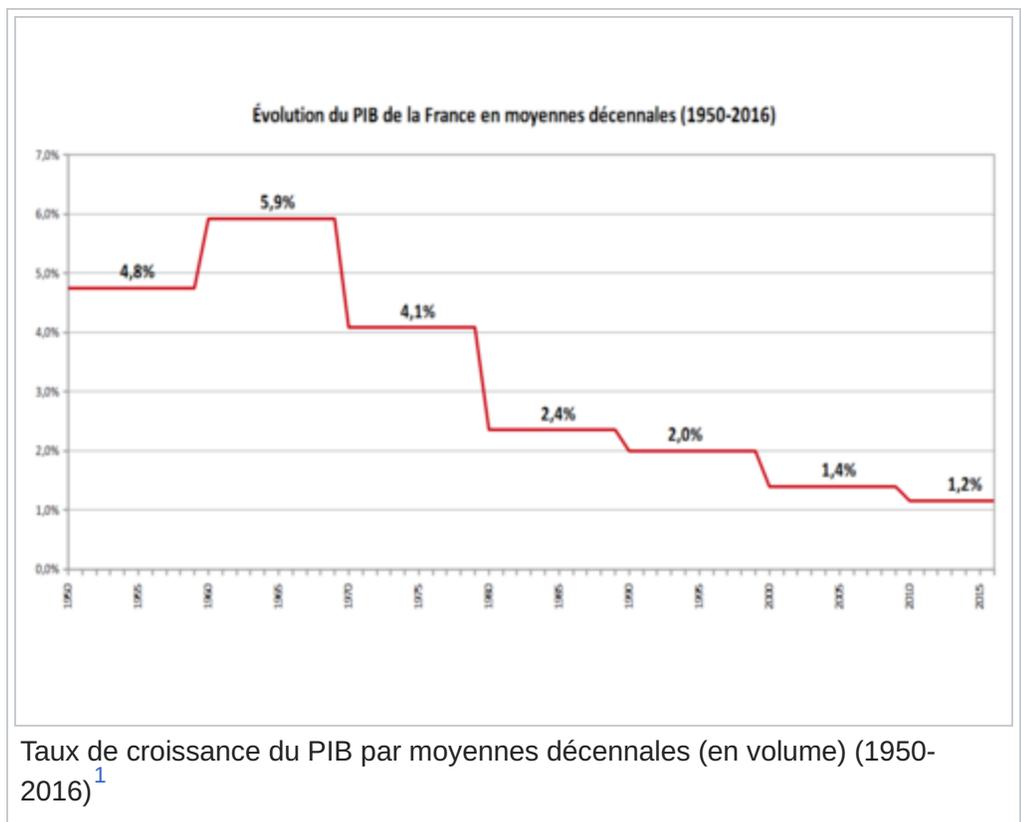
Source principale : [Insee](#) [[archive](#)]¹, comptes nationaux - base 2020

Tendance générale depuis 1945 [\[modifier \]](#) [\[modifier le code \]](#)

L'analyse de la croissance du PIB de la France de [1950](#) à [2010](#) fait apparaître une nette tendance au ralentissement sur les soixante dernières années. Le taux de croissance moyen passe ainsi de 5,9 % au cours des années 1960 à 4,1 % dans les années 1970. C'est cependant la décennie 1980 qui voit le véritable décrochage de la croissance française : entre 1980 et 1989, cette dernière n'atteint plus que 2,4 % en moyenne. Les décennies 1990 (+2,0 %) et 2000 (+1,4 %) confirment ce ralentissement du rythme de la croissance.

Les Trente Glorieuses (1945-1974) [[modifier](#) | [modifier le code](#)]

Si les années de la **Reconstruction** correspondent à une période de forte croissance, celle-ci s'avère limitée en volume du fait du niveau élevé de l'inflation : proche de 50 % entre 1945 et 1948, elle demeure encore supérieure à 10 % entre 1951 et 1953 puis en 1958. La croissance moyenne s'établit toutefois à près de 4,8 % entre 1950 et 1959. À partir de 1959, l'inflation est maîtrisée. De 1960 à 1974, la France connaît une période de forte croissance économique (+5,7 % par an en moyenne) fondée sur le dynamisme de la consommation des ménages et l'investissement des entreprises. Le dynamisme de son économie lui assure, dès 1973, le statut de 4^e puissance économique mondiale.



La fin des Accords de *Bretton Woods* et la crise de 1973-1984 [[modifier](#) | [modifier le code](#)]



Cette section **ne cite pas suffisamment ses sources** (mai 2020). [[Développer](#)]

La suspension de la convertibilité du dollar en or le 15 août 1971 par les États-Unis et l'écroulement du système des taux de change fixes en mars 1973 avec l'adoption du régime de **changes flottants** confirmé le 8 janvier 1976 par les **accords de la Jamaïque** mettent fin au système monétaire international organisé. Ils ont pour conséquence une plongée du dollar et des pertes importantes pour les pays comme l'Allemagne qui avaient accumulé des dollars ou les pays exportateurs de pétrole dont les cours sont libellés en dollars. La crise est déjà installée avant que le **premier choc pétrolier** ne vienne la renforcer. Plus grave crise depuis 1929, elle touche tous les pays de l'OCDE.

L'économie française connaît un violent ralentissement qui se traduit, en 1975, par une année de récession : le PIB cède alors 1,0 % en volume. La brève embellie qui s'ensuit de 1976 à 1979 (+3,8 % en moyenne) constitue déjà un net infléchissement par rapport aux **Trente Glorieuses**. Le **deuxième choc pétrolier** n'a pratiquement aucun effet sur la conjoncture globale. L'embellie se termine par la décision de la **Réserve fédérale des États-Unis** (FED) sous la conduite de **Paul Volcker** de diminuer l'**inflation**. Celle-ci est vaincue au prix d'une lourde récession en 1982-1983. L'arrivée en France d'une coalition socialo-communiste avec **François Mitterrand** se caractérise par une série de mesures économiques à rebours des autres pays et par des relances keynésiennes qui ne fonctionnent pas. Confronté à une forte hausse de la dette et à une importante dégradation des comptes publics intérieurs et extérieurs, le gouvernement Mauroy doit faire

demi-tour. De 1980 à 1985, la croissance française tombe à 1,6 % par an en moyenne. La France entre durablement dans l'ère du [chômage de masse](#).

Années 1985-1990 [[modifier](#) | [modifier le code](#)]

Le [gouvernement Fabius](#) puis le gouvernement de cohabitation Chirac-Balladur reviennent sur la plupart des mesures structurelles prises par les gouvernements Mauroy. Les [gouvernements Rocard](#) bénéficient à plein d'une phase de haute conjoncture de l'économie mondiale. Le dollar est au plus haut et donne un avantage de change à l'économie exportatrice française. Entre 1986 et 1990, le PIB croît en moyenne de 3,4 %.

Contrecoup de la crise mondiale (1991-1993) [[modifier](#) | [modifier le code](#)]

Le gonflement de l'économie mondiale par la dette a pour conséquence les sévères corrections que sont le [krach d'octobre 1987](#) des [marchés obligataires](#) et des marchés d'[actions](#) et l'éclatement de la [bulle spéculative japonaise](#). Les répercussions de la crise se font sentir en 1990-1991 dans les pays anglo-saxons et s'étendent en 1991-1993 à l'ensemble du monde. La crise est extrêmement dure en Europe et dans le monde, un peu moindre aux États-Unis qui ruinent leurs créanciers en dollars. Au Royaume-Uni, en [Suède](#) et en France, la spéculation immobilière portant notamment sur les bureaux et alimentée par les banques, devenue très forte durant les trois années précédentes, se retourne brusquement. En France, l'activité économique connaît un fort ralentissement (+0,7 % de croissance en moyenne).

Nouvelles technologies (1994-2000) [[modifier](#) | [modifier le code](#)]

En 1994, la reprise mondiale se manifeste (+2,0 % annuels entre 1994 et 1997). La reprise est amplifiée par le « boom » des nouvelles technologies à l'aube du [IIIe millénaire](#) (+3,6 % en moyenne de 1998 à 2000).

L'atonie (2001-2003) [[modifier](#) | [modifier le code](#)]

Néanmoins, dès 1996; les premiers tremblements monétaires se sont fait sentir. La crise des pays émergents qui touche toute l'Asie du Sud-Est, puis l'Inde, le Brésil et la Russie en 1998 est une crise typique des changes flottants. Elle touche violemment l'[Argentine](#) dont le système bancaire est en faillite technique provoquant une grave crise économique et sociale (1998-2002). L'Europe au contraire a bénéficié à plein de l'effet stimulant de changes dévalués.

Le [gouvernement Jospin](#) qui a bénéficié de cette période de forte croissance prend une série de mesures ([loi des 35 heures](#), mesures concernant le marché du travail).

L'année 2001 marque le début d'une nouvelle période de ralentissement économique : l'éclatement de la [bulle internet](#) et le manque de compétitivité de la France vis-à-vis des pays européens qui, comme l'Allemagne sous la direction de [Gerhard Schröder](#), ont procédé à des mesures inverses conduisent à trois années d'atonie (+1,3 % en moyenne de 2001 à 2003).

La croissance retrouvée (2004-2007) [[modifier](#) | [modifier le code](#)]

Dès 2004 toutefois, la croissance retrouve son dynamisme avec une augmentation moyenne du PIB de 2,3 % entre 2004 et 2007.

La crise de 2008 (2008-2013) [\[modifier | modifier le code \]](#)

À partir de l'automne 2008, la [crise économique mondiale de 2008](#) frappe l'économie mondiale. La France entre en récession en 2009, son PIB se contractant de 2,9 %. Au total, sur la période 2008-2013, le PIB ne croît que de 0,3 % par an en moyenne.

En janvier 2018, l'[Insee](#) intègre le [trafic de stupéfiants](#) dans le calcul du PIB à la demande de l'office européen de statistique [Eurostat](#)¹⁰. Cette « manne », selon *Le Parisien*, représente 2,7 milliards d'euros par an, soit un peu plus de 0,1 % du PIB¹¹.

La crise de 2020 [\[modifier | modifier le code \]](#)

À la suite du confinement engendré par la [pandémie de Covid-19](#), la [Banque de France](#) estime une perte de 6 points de PIB pour l'économie française, avec une activité réduite de 27 % en avril^{12,13}.

Le PIB de 2020 à 2022. opérations sur les biens et les services

	Évolution en volume aux prix de l'année précédente (en %)			2022			
	2020	2021	2022	En milliards d'euros	Évolution des prix (en %)	Évolution en valeur (en %)	Contribution à la croissance du PIB en volume
Produit intérieur brut (PIB)	-7,5	6,4	2,5	2 639,1	2,9	5,5	2,5
Importations	-12,3	9,4	8,6	1 017,7	17,4	27,4	2,7
Total des emplois finals	-8,7	7,1	3,9	3 656,8	6,6	10,8	5,2
Consommation effective des ménages, dont :	-6,5	5,9	2,4	1 825,1	3,5	6,0	1,7
dépense de consommation des ménages	-6,6	5,1	2,1	1 352,4	4,8	7,1	1,1
individualisable des administrations	-5,9	8,5	2,9	416,0	-0,3	2,6	0,5
Consommation collective des	-0,7	3,0	1,8	217,6	4,2	6,0	0,1

administrations publiques							
Formation brute de capital fixe, dont :	-6,8	10,3	2,2	665,0	6,3	8,6	0,5
entreprises non financières	-5,4	9,9	3,6	371,9	5,3	9,1	0,5
ménages	-8,6	15,4	-1,4	158,9	8,4	6,9	-0,1
administrations publiques	-5,2	2,4	1,5	98,4	7,7	9,2	0,1
Variations de stocks (contribution à la croissance)	-0,2	-0,6	0,7	33,7			0,7
Exportations	-16,9	11,0	7,1	915,4	13,7	21,8	2,1

Lecture : le PIB augmente de 2,5 % en 2022 en volume et atteint 2 639,1 milliards d'euros.

Source : INSEE Les comptes de la nation en 2022 [[lire en ligne](#) [\[archive\]](#)]

PIB par région [\[modifier | modifier le code \]](#)



Le graphique qui aurait dû être présenté ici ne peut pas être affiché car il utilise l'ancienne extension Graph, désactivée pour des questions de sécurité. Des indications pour créer un nouveau graphique avec la nouvelle extension Chart sont disponibles [ici](#).

Source : Insee¹⁴

À partir de l'exercice 2008 a été mis en place le dispositif ESANE (élaboration des statistiques annuelles d'entreprise) en remplacement de SUSE (système unifié de statistiques d'entreprises). Ce changement de dispositif génère des ruptures de niveau des résultats produits, pour trois raisons principales.



Le graphique qui aurait dû être présenté ici ne peut pas être affiché car il utilise l'ancienne extension Graph, désactivée pour des questions de sécurité. Des indications pour créer un nouveau graphique avec la nouvelle extension Chart sont disponibles [ici](#).

Source : Insee¹⁵

À partir de l'exercice 2008 a été mis en place le dispositif ESANE (élaboration des statistiques annuelles d'entreprise) en remplacement de SUSE (système unifié de statistiques d'entreprises). Ce changement de dispositif génère des ruptures de niveau des résultats produits, pour trois raisons principales.

- ↑ ^a ^b ^c et ^d [Le produit intérieur brut et ses composantes en volume \(évolution en %\)](#) [archive], série longue, Comptes nationaux, mis à jour le 13 mai 2015, consulté le 13 mai 2015.
- ↑ [Le produit intérieur brut et ses composantes à prix courants \(en milliards d'euros\)](#) [archive], série longue, Comptes nationaux, mis à jour le 13 mai 2015, consulté le 13 mai 2015.
- ↑ [Les comptes de la Nation en 2023](#) [archive], economie.gouv.fr du 18 février 2025, consulté le 12 mars 2025
- ↑ ^a et ^b [Quelle est la vraie place de la sphère non marchande dans l'économie française ?](#) [archive], afep.com, 30 avril 2015
- ↑ Claude Chauvet, « PIB marchand, PIB non marchand : une frontière stratégique et discutée ? », *Les Échos*, 2014 (*lire en ligne* [archive], consulté le 19 avril 2017).
- ↑ [Évolution du produit intérieur brut et de ses composantes 1950 à 2019](#) [archive] insee.fr, mai 2020, consulté en avril 2021
- ↑ [PIB \(PPA\) 2004 - Banque Mondiale - 18 avril 2006](#) [archive] **[**PDF]
- ↑ [PIB \(PPA\) 2005 - Banque Mondiale - 23 avril 2007](#) [archive] **[**PDF]
- ↑ [PIB \(PPA\) 2006 - Banque Mondiale - 14 septembre 2007](#) [archive] **[**PDF]
- ↑ « Comment l'Insee a intégré le trafic de drogue dans le calcul du PIB [archive] », sur *Le Monde*, 1^{er} février 2018, rubrique *Les Décodeurs*.
- ↑ « Comment le trafic de drogue vient gonfler la croissance en France [archive] », sur *Le Parisien*, 30 mai 2018.
- ↑ Le Figaro avec AFP, « Le confinement a coûté près de six points de PIB à l'économie française [archive] », *Le Figaro*, 12 mai 2020 (consulté le 12 mai 2020).
- ↑ « Covid-19 : le confinement a coûté près de 6 points de PIB à la France [archive] », sur *France 24*, 12 mai 2020 (consulté le 13 mai 2020).
- ↑ [Produits intérieurs bruts régionaux et valeurs ajoutées régionales de 1990 à 2015](#) [archive], sur insee.fr, consulté le 27 décembre 2018
- ↑ [Produits intérieurs bruts régionaux et valeurs ajoutées régionales de 1990 à 2014](#) [archive]

Voir aussi

[[modifier](#) | [modifier le code](#)]

- [Produit intérieur brut](#)
- [Économie de la France](#)
- [Croissance économique en France](#)

v · m

Classements des pays selon le produit intérieur brut (PIB)

[masquer]

Classements par PIB nominal

[Par pays](#) · [Par ville](#) · [Par habitant](#)

Classements par PIB à **parité de pouvoir d'achat**

[Liste des pays par PIB \(PPA\)](#) · [Par habitant](#) · [Historique](#)

Indicateurs

[PIB](#) · [PNB](#) · [PIB par habitant](#) · [PIB réel](#) · [PIB vert](#) · [Valeur nominale](#) · [Parité de pouvoir d'achat \(PPA\)](#) · [Déflateur du PIB](#)

[Liste des pays par volume d'exportation](#) · [Indice de développement humain \(IDH\)](#)



[Portail de l'économie](#)



[Portail de la France](#)

La dernière modification de cette page a été faite le 27 août 2025 à 10:28.

Droit d'auteur : les textes sont disponibles sous [licence Creative Commons attribution, partage dans les mêmes conditions](#) ; d'autres conditions peuvent s'appliquer. Voyez les [conditions d'utilisation](#) pour plus de détails, ainsi que les [crédits graphiques](#). En cas de réutilisation des textes de cette page, voyez [comment citer les auteurs et mentionner la licence](#).

Wikipedia® est une marque déposée de la [Wikimedia Foundation, Inc.](#), organisation de bienfaisance régie par le paragraphe [501\(c\)\(3\)](#) du code fiscal des États-Unis.

[Politique de confidentialité](#) [À propos de Wikipédia](#) [Avertissements](#) [Contact](#) [Code de conduite](#) [Développeurs](#) [Statistiques](#)

[Déclaration sur les témoins \(cookies\)](#) [Version mobile](#)

